

l'orientation et au soutien de la production agricole en vue d'un meilleur respect de l'environnement.

Il y a lieu d'envisager:

1. Des mesures incitatives:

– Prix de prise en charge modulés en fonction d'un moindre usage de substances auxiliaires (pesticides, engrais extérieurs à l'exploitation).

– Compensation d'un moindre rendement dû au respect de l'environnement, de la nature et du paysage.

2. Des taxes frappant les agents auxiliaires chimiques (produits de traitement, engrais de synthèse).

3. Un programme de soutien à la conversion d'exploitations conventionnelles à la culture biologique.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Bäumlin, Bundi, Eggenberg-Thun, Euler, Fehr, Friedli, Hubacher, Jaggi, Lanz, Leuenberger Moritz, Mauch, Meizoz, Morf, Nauer, Ott, Pitte-loud, Reimann, Robbiani, Rubi, Ruffy, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Weber-Arbon (24)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

La problématique de la surproduction agricole, qui se manifeste actuellement dans pratiquement tous les secteurs, fait apparaître au plan économique ce qui, au niveau des effets sociaux (concentration) et écologiques, était patent depuis longtemps. Chacun s'accorde qu'il est aujourd'hui nécessaire de corriger cette évolution, d'autant qu'elle est largement due aux instruments d'orientation et de prise en charge mis en place en matière de production agricole. Alors que d'aucuns visent à supprimer du moins partiellement ces instruments, nous pensons qu'il convient d'en faire un usage différent. Le Sixième rapport sur l'agriculture contient d'ailleurs des indications dans ce sens, les mesures de concrétisation n'étant toutefois pas encore apparues.

Il est grand temps de moduler les instruments de la politique agricole de manière à obtenir une agriculture vraiment respectueuse de l'environnement, et de cesser de pénaliser, comme c'est le cas actuellement, ceux des producteurs qui font déjà un effort particulier dans ce sens. Soulager la pression sur le marché, c'est soulager aussi celle sur l'environnement, les sols, les animaux de rente, et finalement sur l'agriculture elle-même, et c'est aussi favoriser la qualité de la production. Seuls seraient pénalisés ceux qui, à l'abri de la politique actuelle, ont développé de grandes exploitations industrielles à intensité excessive. D'ailleurs, le Groupement des populations de montagne (SAB) ne s'y est pas trompé: il présente, dans un récent rapport consacré aux disparités de revenus dans l'agriculture entre plaine et montagne, une série de mesures dont, précisément, la taxation des agents auxiliaires. Rappelons enfin qu'après l'incendie de Schweizerhalle la nécessité d'une réduction de l'emploi des produits chimiques ne peut plus être contestée. C'est ce qu'il s'agit maintenant de mettre en oeuvre en orientant véritablement la politique agricole dans le sens de la qualité et du respect de l'environnement. Cette réorientation bénéficiera finalement aussi indirectement à l'agriculture de montagne qui est une utilisatrice très faible de produits auxiliaires.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 20. Mai 1987*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 20 mai 1987*

La production de denrées alimentaires de haute qualité et le maintien d'un environnement offrant des conditions de vie valables occupent une place de choix dans la politique agricole. Le Conseil fédéral l'a clairement souligné dans son 6e rapport sur l'agriculture. Ces derniers temps, des efforts particuliers ont été déployés en vue d'introduire, le cas échéant, de renforcer les mesures allant dans le sens d'une prise en compte plus conséquente des aspects écologiques au niveau de la production agricole. Dans ce contexte, les mesures mises à discussion par l'auteur de la motion constituent aussi une approche possible. Vu leur complexité, il importe toutefois, avant de penser à les introduire, de les examiner sous tous les aspects écologique, économique et

administratif. Cette exigence est valable notamment pour les contributions destinées à compenser l'application de méthodes d'exploitation respectueuses de l'environnement et pour le renchérissement des agents de production agricole (engrais et produits phytosanitaires, p. ex.). Les études nécessaires sont en cours.

Il ressort de ce qui précède que le Conseil fédéral approuve l'orientation souhaitée par l'auteur de la motion. Cependant, de par sa teneur, l'intervention équivaut à une demande d'examen; c'est pourquoi le Conseil fédéral ne peut l'accepter que sous la forme d'un postulat. Lors d'interventions précédentes préconisant des objectifs semblables, il a déjà témoigné de sa volonté d'entreprendre, voire de poursuivre l'examen qui s'impose.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates  
Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

*Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat*

87.394

**Motion Jaeger**

**Landwirtschaftliche Hilfsstoffe.  
Lenkungsabgabe**

**Matières auxiliaires de l'agriculture.  
Taxe d'orientation**

*Wortlaut der Motion vom 20. März 1987*

Der Bundesrat wird beauftragt, eine Vorlage auszuarbeiten, wonach:

- Chemische Hilfsstoffe für die Landwirtschaft, insbesondere Handelsdünger und Pestizide, einer Lenkungsabgabe zu unterwerfen sind;
- die Abgabe entsprechend der Umweltbelastung dieser Hilfsstoffe abzustufen ist;
- der Ertrag dieser Abgabe an die Landwirte im Verhältnis zur kultivierten Fläche zurückerstattet wird oder aber zur Förderung besonders umwelt- oder tiergerechter Produktionsmethoden verwendet wird.

*Texte de la motion du 20 mars 1987*

Le Conseil fédéral est chargé d'élaborer un projet prévoyant que:

- les matières chimiques auxiliaires de l'agriculture, notamment les engrais commerciaux et les pesticides, sont soumis à une taxe d'orientation;
- cette taxe doit être calculée en fonction de la pollution provoquée par les matières en question;
- le produit de cette taxe sera soit remboursé aux agriculteurs proportionnellement à la surface qu'ils cultivent, soit utilisé pour encourager les méthodes de production, surtout celles qui tiennent particulièrement compte de l'environnement et des prescriptions sur la protection des animaux.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Biel, Borel, Braunschweig, Deneys, Dünki, Euler, Gloor, Grendelmeier, Günter, Jaggi, Leuenberger Moritz, Longet, Maeder-Appenzell, Mauch, Müller-Aargau, Neukomm, Oehen, Rebeaud, Ruffy, Seiler, Stappung, Uchtenhagen, Weder-Basel, Widmer, Zwygart (25)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Der massive Einsatz chemischer Hilfsstoffe ist eine der Ursachen unserer intensiven landwirtschaftlichen Produktion und damit der Absatz- und Umweltprobleme im Bereich der Agrarwirtschaft. Eine Reduktion des Einsatzes derartiger

Hilfsstoffe ist deshalb sowohl ökonomisch als auch ökologisch erwünscht.

Polizeimassnahmen im Sinne von Maximalmengen des Einsatzes pro Flächeneinheit sind wenig erfolgversprechend, da eine effiziente Kontrolle kaum möglich ist und der Aufwand unverhältnismässig sein dürfte. Der Weg über eine Lenkungsabgabe bietet sich daher – ganz abgesehen von seinen ordnungspolitischen Vorzügen – auch aus praktischen Gründen an.

Mit dem vorgeschlagenen System kommt es nicht zu einer stärkeren fiskalischen Belastung der Landwirtschaft, da der Ertrag der Abgabe wieder voll den Bauern zugute kommt, wobei jene Bauern profitieren, die sich beim Einsatz der fraglichen Hilfsstoffe auf ein Minimum beschränken oder ganz darauf verzichten. Diese Prämierung umweltgerechten Verhaltens dürfte zudem zu einer Entspannung auf dem Agrarmarkt führen, so dass die vorhandenen Mittel sinnvoller eingesetzt und nicht mehr für Ueberschussverwertungsmassnahmen ausgegeben werden müssen. Die vorliegende Motion stellt eine Konkretisierung des Postulats Zwygart (85.944, überwiesen am 21. März 1986) dar.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 20. Mai 1987*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 20 mai 1987*

Die starke, in den letzten Jahrzehnten verzeichnete Zunahme im Verbrauch von chemischen Hilfsstoffen hat wesentlich zur Ertragssteigerung in der Landwirtschaft beigetragen, aber auch zu Umweltbelastungen geführt. Die damit verbundenen Probleme beim Einsatz von Handelsdüngern und Pestiziden werden von unseren Forschungsanstalten seit Jahren bearbeitet, und die Ergebnisse werden laufend der Praxis zugeleitet. Gefestigte Erkenntnisse wurden zudem in entsprechenden Bestimmungen der Stoffverordnung zum Umweltschutzgesetz und früher bereits in Vorschriften des Gewässerschutzes berücksichtigt. Gleichwohl stellt sich auch für den Bundesrat die Frage, ob die Anstrengungen im Bereich der Forschung und Beratung sowie die Vorschriften der Umweltschutzgesetzgebung durch eine Belastung gewisser landwirtschaftlicher Produktionsmittel ergänzt werden sollen.

Eine solche Möglichkeit erscheint auf den ersten Blick nahelegend und sinnvoll, sie wirft jedoch verschiedene Probleme auf, die vor einer allfälligen Einführung von Lenkungsabgaben sorgfältig geprüft werden müssen. Eine Besteuerung von Handelsdüngern z. B. könnte, da sie vieharme oder gar viehlose Betriebe stärker benachteiligt als andere, zu einer unerwünschten Ausdehnung der Viehhaltung in Ackerbaugebieten führen. Mit Bezug auf das Mass der Belastung wären nicht nur der Grad der Umweltgefährdung, sondern ebenfalls die Bedürfnisse der Pflanze und die für die Qualität der Produkte wichtigen Aspekte zu berücksichtigen. Die mit der Einführung einer Lenkungsabgabe zusammenhängenden Fragen sind noch zu wenig geklärt, um bereits heute konkrete Schlüsse ziehen zu können. Deshalb ist der Bundesrat der Meinung, dass der Vorstoss nicht als Motion, sondern als Postulat zu überweisen ist. Die Möglichkeit der Besteuerung von chemischen Hilfsstoffen wird in Verbindung mit dem Problem allfälliger Direktzahlungen eingehend abgeklärt.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

*Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

*Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat*

86.822

**Motion Gurtner**

**Ausgesteuerte Arbeitslose. Statistik**

**Chômeurs en fin de droits. Statistique**

*Wortlaut der Motion vom 19. Dezember 1986*

Der Bundesrat wird beauftragt, zu veranlassen, dass das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (Biga) die monatlichen Meldungen zur Arbeitsmarktlage folgendermassen ergänzt:

- Angabe der genauen Zahl der im Berichtsmonat ausgesteuerten Arbeitslosen;
- Angabe der Gesamtzahl stellenloser Personen, welche seit dem 1. Januar 1984 ausgesteuert worden sind;
- (falls die von den Kantonen erhobenen Daten dies ermöglichen:) Angabe einer Schätzung der Zahl derjenigen ausgesteuerten Arbeitslosen, welche im Berichtsmonat nach wie vor arbeitslos sind.

*Texte de la motion du 19 décembre 1986*

Le Conseil fédéral est chargé de faire en sorte que l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) complète ses rapports mensuels concernant le marché du travail par les indications suivantes:

- Nombre exact des chômeurs ayant épuisé, au cours du mois en question, leur droit à percevoir des indemnités;
- Nombre total des personnes sans emploi ayant épuisé leur droit à percevoir des indemnités depuis le 1er janvier 1984;
- (Si les renseignements fournis par les cantons le permettent:) Estimation du nombre des chômeurs ayant épuisé leur droit à percevoir des indemnités, qui, au cours du mois en question, n'avaient pas encore trouvé un emploi.

*Mitunterzeichner – Cosignataires: Carobbio, Fetz, Herczog (3)*

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Die Medien veröffentlichen allmonatlich die neuesten Zahlen des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit (Biga) zum aktuellen Stand der Arbeitslosigkeit in der Schweiz. Diese Meldungen ergeben jedoch ein verfälschtes Bild der Lage auf dem Arbeitsmarkt. Es wird nämlich jeweils nur die Zahl derjenigen arbeitslosen Personen, deren Berechtigung zum Bezug von Taggeldern der Arbeitslosenversicherung noch läuft, der Oeffentlichkeit zugänglich gemacht. Arbeitslose, welche ihren Anspruch auf Leistungen erschöpft haben (die sogenannten ausgesteuerten Arbeitslosen), erscheinen in der veröffentlichten Statistik jedoch nicht.

Das Biga führt bereits Statistiken über die Zahl der ausgesteuerten Arbeitslosen. Im Graphik-Bulletin «AVAM» Nr. 86/3 des Biga wurde eine Graphik abgedruckt, welche den Verlauf der Entwicklung seit dem Inkrafttreten des neuen Arbeitslosenversicherungsgesetzes am 1. Januar 1984 aufzeigt. Danach wurden in den Monaten April 1984 bis Juni 1986 je Monat durchschnittlich 800 bis 900 Arbeitslose von der Aussteuerung betroffen.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 2. März 1987*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 2 mars 1987*

Im Vergleich zum Ausland werden in der Schweiz verhältnismässig wenig Personen von Arbeitslosigkeit betroffen. Trotzdem hat die Arbeitsmarktstatistik einen beträchtlichen Stand erreicht. Sie gibt monatlich detailliert Auskunft über die Verteilung der Arbeitslosen nach demographischen, sozialen, ökonomischen, geografischen und anderen Merkmalen. In der Frage, wie stark diese kurzfristig-periodische Berichterstattung ausgebaut werden soll, muss der Bundes-

## **Motion Jaeger Landwirtschaftliche Hilfsstoffe. Lenkungsabgabe**

## **Motion Jaeger Matières auxiliaires de l'agriculture. Taxe d'orientation**

|                     |                                              |
|---------------------|----------------------------------------------|
| In                  | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung     |
| Dans                | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale    |
| In                  | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr                | 1987                                         |
| Année               |                                              |
| Anno                |                                              |
| Band                | II                                           |
| Volume              |                                              |
| Volume              |                                              |
| Session             | Sommersession                                |
| Session             | Session d'été                                |
| Sessione            | Sessione estiva                              |
| Rat                 | Nationalrat                                  |
| Conseil             | Conseil national                             |
| Consiglio           | Consiglio nazionale                          |
| Sitzung             | 16                                           |
| Séance              |                                              |
| Seduta              |                                              |
| Geschäftsnummer     | 87.394                                       |
| Numéro d'objet      |                                              |
| Numero dell'oggetto |                                              |
| Datum               | 19.06.1987 - 08:00                           |
| Date                |                                              |
| Data                |                                              |
| Seite               | 988-989                                      |
| Page                |                                              |
| Pagina              |                                              |
| Ref. No             | 20 015 500                                   |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.